

PERSPECTIVES

**Le climat dans
l'actualité
internationale :
interview avec
Doris Leuthard**

Page 4

**Les paysans
nourissent
le monde, pas
les multina-
tionales**

Page 7



PAIN POUR LE PROCHAIN

Chers lecteurs, chères lectrices !

Bienvenues !

Vous tenez entre vos mains la première édition de « Perspectives », le nouveau journal œcuménique que *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* lancent sur le plan suisse à l'occasion de la campagne 2015. Perspectives reflète l'esprit qui nous anime. Nous tenons à être perspicaces, à analyser et dénoncer ce qui obscurcit notre rêve commun : un monde empreint de relations de justice. « Moins pour nous, assez pour tous », la campagne œcuménique en témoigne. Le climat est le grand défi de cette année 2015, dont la réunion des Nations-Unies à Paris, en décembre, marquera le point fort. Pour cela, nous « mettons en perspective » l'impact de nos habitudes de consommation, pas seulement alimentaires, sur les changements climatiques et leurs conséquences néfastes sur la vie des personnes dans les pays en développement. Perspectives reflète aussi le travail que nous menons dans des pays du Sud, avec un objectif : contribuer à (re)donner des perspectives aux personnes démunies et victimes d'injustices. En quoi tout cela vous concerne-t-il ? Vous le découvrirez dans ces pages.

CONTENU

**CAMPAGNE
ŒCUMÉNIQUE
Moins pour nous, assez
pour tous**

Page 5

**SUCCÈS AU BÉNIN
Succès important dans
la lutte contre l'accu-
parement des terres**

Page 6

**ACTUEL
Un mélange judicieux
entre volontariat et
contraintes**

Page 8

Impressum :
Une publication de *Pain pour le prochain*, *Action de Carême*, 2015
Rédactrice en chef : Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Isolda Agazzi (ia), Patricio Frei (frp), Federica Mauri (fem), Johanna Monney (jom)
Mise en page et réalisation : Craftt Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg, Pfäffikon ZH
Impression : Imprimeries Kyburz, Dielsdorf
Tirages : 32 550 allemand / 15 100 français
Paraît quatre fois par an
Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Pain pour le prochain*, 9, av. du Grammont, 1007 Lausanne, ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17



Martina Schmidt, secrétaire romande de *Pain pour le prochain*

Le climat, l'affaire de tous

Les pays industrialisés sont les premiers responsables des changements climatiques. Et parmi eux : la Suisse. Pourtant, les populations qui en souffrent le plus sont celles des pays en développement. Nous demandons à ce que la Suisse assume ses responsabilités dans ce domaine.



Le Conseil fédéral interpellé : visuel de la pétition de l'Alliance climatique.

Cristiano Patricio, petit cultivateur du Honduras, ne sait plus à quel saint se vouer : « J'ignore quand il pleuvra et quand je devrais semer », déplore-t-il. Cette année, il n'a pas plu une goutte durant les deux mois que dure la saison humide. Il a perdu plus de 60% de sa récolte de maïs. Et il n'est pas le seul. En Asie, en Amérique latine et en Afrique, des millions de personnes vivent directement de l'agriculture : leur alimentation et leurs revenus dépendent de la nature et de la météo. Les conditions météorologiques capricieuses, conséquences des changements climatiques, sèment la faim et la pauvreté.

Le réchauffement fait des ravages partout : chez nous, les gla-

ciers reculent, les pentes se déstabilisent et il n'y a plus de saisons. Dans les pays en développement, la situation est bien plus grave : ouragans, inondations et autres sécheresses menacent la vie de millions de personnes. Ainsi, le bilan du typhon Haiyan aux Philippines se monte à 10 000 morts et plus de 4 millions de sans-abri.

La Suisse doit agir

Face à l'urgence, la réaction des responsables politiques est tiède. Aussi en Suisse. Le Sommet sur le climat de décembre 2015, à Paris, sera l'occasion de s'accorder enfin sur des engagements contraignants, afin de freiner le réchauffement et de financer des mesures de protection du climat.

Action de Carême et *Pain pour le prochain* demandent que la Suisse s'engage sans réserve en faveur de la justice climatique. Elle doit assumer ses responsabilités aussi bien sur le plan national que sur le plan international. Avec une cinquantaine d'organisations de développement, de protection de l'environnement et de défense des consommateurs, nous adressons une pétition à Doris Leuthard, conseillère fédérale responsable du dossier, pour que la Suisse réduise nettement, soit bien davantage que jusqu'à présent, ses émissions de gaz à effet de serre, notamment en passant entièrement aux énergies renouvelables d'ici 2050.

Sur le plan international, la Suisse doit contribuer de façon

équitable au financement de mesures de protection du climat, en aidant les pays du Sud à mieux se prémunir contre les effets du réchauffement climatique et à opter pour un développement respectueux du climat. Mais cet engagement ne doit pas se faire au détriment de la lutte contre la pauvreté ni de l'aide au développement. — *Pascale Schnyder*

Lire et agir

Signez la pétition, faites-la signer à vos amis et connaissances, puis envoyer nos vos formulaires. Chaque signature compte !

www.voir-et-agir.ch/petition-climat

« Pétition climatique: j'apprécie ce genre de soutien, même si... »

La conseillère fédérale Doris Leuthard s'exprime sur la pétition climatique, les conséquences des changements climatiques dans les pays en développement et sur les changements dans notre vie d'ici 2050.



Doris Leuthard, membre du Conseil fédéral en charge de la politique climatique de la Suisse, ancienne présidente du Forum de fondation d'Action de Carême.

Qu'est-ce qui vous inquiète dans ce climat qui se dérègle ?

La hausse des températures n'est pas sans effet sur les précipitations, trop abondantes ou trop faibles. Chez nous, si les chutes de neige se font rares en hiver, l'agriculture n'a pas assez d'eau de fonte en été. Des mesures d'ordre technique, comme les bassins de rétention, peuvent toutefois atténuer la gravité du problème. Dans d'autres régions du monde en revanche, où l'eau est déjà un bien rare de nos jours, le réchauffement pourrait occasionner bientôt des famines, des guerres et des déplacements de population.

Dans quel domaine la Suisse peut-elle encore s'améliorer ?

La Suisse n'occasionne certes que 0,1 % des émissions de gaz à effet de serre du monde mais, du fait qu'elle importe beaucoup, nous devons ajouter à ce chiffre les émissions produites à l'étranger. Le taux de croissance de 36 % enregistré depuis 1990 n'a pas empêché la Suisse de

réduire ses émissions de 8 % en tout dans la première période d'engagement de Kyoto. D'ici 2020, nous entendons les abaisser encore de 20 %. Nous pouvons faire meilleure figure dans les transports, où les progrès techniques permettent de réduire davantage l'utilisation d'énergies fossiles : en 20 ans, les émissions moyennes des voitures sont passées de 233 à 184 grammes de CO₂. Le chauffage au mazout représente un autre grand chantier, raison pour laquelle nous avons lancé le programme Bâtiments, qui encourage l'assainissement énergétique.

Notre pétition demande de passer entièrement aux énergies renouvelables d'ici 2050. Qu'est-ce qui changera dans notre vie d'ici là ?

Nous ne pouvons que nous livrer à des conjectures. L'importance des énergies fossiles déclinera au fur et à mesure où augmentera celle des renouvelables. Nous pouvons réussir ce tournant sans sacrifier ni notre confort, ni

notre prospérité, mais tous les ménages doivent être disposés à y aller de leurs poches et à réduire leur empreinte énergétique. Pour y parvenir, nous devons associer un changement de mentalité aux progrès techniques. Il est ainsi déjà possible de construire une maison sans CO₂ ou une maison à énergie positive.

Les habitants des pays en développement sont les premières victimes du réchauffement. Que peut faire la Suisse pour eux ?

Nous œuvrons déjà beaucoup en leur faveur. Par exemple, nous leur fournissons du savoir-faire pour qu'ils puissent tirer leur énergie de sources propres et gérer rationnellement leurs ressources naturelles. Nous nous engageons aussi sur le plan financier. Le Conseil fédéral vient ainsi d'approuver l'octroi de 100 millions de dollars au Fonds vert pour le climat, qui finance les projets de protection du climat des pays en développement.

Quel est votre engagement personnel ?

Je veille à acheter des produits de saison et de proximité, n'utilise que des appareils affichant l'efficacité énergétique la plus élevée, me chauffe avec une pompe à chaleur, dispose de ma propre installation solaire et voyage autant que possible en transports publics ou dans ma voiture électrique.

Quelle position adoptez-vous face à la pétition de l'Alliance climatique ?

J'apprécie ce genre de soutien, même si les formes choisies ne me plaisent pas toujours. Les ONG et les gouvernements ont chacun leur rôle. Au gouvernement, je dois défendre l'intérêt général du pays. Nous devons avoir les moyens de réussir le tournant énergétique. Par ailleurs, ceux qui exigent des objectifs climatiques ambitieux militent souvent contre des installations d'énergie renouvelable. Ce tournant est une démarche de longue haleine.

— Patricio Frei



La consommation de poulet sous la loupe : affiche de la campagne

VOIR ET AGIR

Une histoire de poulets et de climat

L'image que j'ai en tête remonte à plusieurs années déjà, mais je ne l'oublierai jamais. C'est l'image d'une fête d'adieux, après six ans de vie et de travail au Cameroun. Ce sera l'événement de l'année. On attend 200 ou 300 invités, du jamais vu. Au Cameroun, il n'y a pas de fête sans repas et encore moins de repas de fête sans viande. L'équipe de cuisiniers rapporte du marché du poulet à profusion. Surgelé et bon marché. La fête d'adieux fait un tabac, le poulet disparaît, les invités sont satisfaits. Qui connaît le secret d'un poulet aussi avantageux ?

Quelques années plus tard : mon fils, à la recherche d'un emploi, est engagé dans un élevage de poulets. Il faut vider les halles, 9000 poulets doivent être liquidés en une nuit. Ils seront remplacés pendant dix semaines par d'autres, qui seront ensuite sacrifiés à leur tour. Mais d'où viennent-ils ? Où vont-ils ? Qui connaît ce secret ?

La campagne œcuménique 2015 veut en avoir le cœur net. Elle passe ainsi à la loupe la production de volaille et notre consommation de viande pour révéler ce qui nous est souvent caché. Ou ce que nous préférons ne pas voir.

La monoculture du soja et d'autres types de fourrage en Amérique latine, pour alimenter nos animaux. Les familles paysannes chassées de chez elles. Le déboisement de la forêt tropicale et le réchauffement du climat qui s'en suit. Les ouragans, les sécheresses et les inondations – conséquences du dérèglement climatique – qui bouleversent depuis longtemps la vie des familles paysannes du Sud. Tout n'est pas sombre pour autant : la campagne œcuménique relate aussi des histoires porteuses d'espérance. Celles de personnes qui luttent pour changer le monde. Celles d'initiatives qui atténuent les conséquences du réchauffement. Celles d'organisations qui œuvrent pour un développement durable et équitable.

Actions dans toute la Suisse

Ces histoires captiveront de nombreuses paroisses durant la montée vers Pâques, du 18 février au 5 avril. Il s'agira de réfléchir à notre consommation et à ses répercussions. De s'arrêter sur les tenants et les aboutissants de la situation actuelle. Des films et des pièces de théâtre illustreront la problématique. Les soupes de carême organisées dans toutes les régions seront l'occasion de faire l'expérience de la frugalité dans la consommation et de la solidarité dans le don. Les membres de nombreux groupes de jeûne connaîtront les bienfaits du renoncement. La vente des roses et du thé permettra de recueillir de l'argent pour les projets de développement. Des milliers de personnes signeront une pétition pour demander au gouvernement suisse de pratiquer une politique climatique équitable. Voilà plus de quarante ans que la campagne œcuménique invite à réfléchir et à agir. A ce titre, elle est elle-même porteuse d'espérance. — Siegfried Arends

Vous aussi, vous avez plusieurs possibilités de participer à la campagne !

PÉTITION CLIMAT

Signez la pétition pour une politique climatique responsable (cf. p. 3). Des récoltes de signatures seront organisées dans toute la Suisse durant le temps de la campagne. Et demandez à vos amis, proches et connaissances de la signer également.



JOURNÉE DES ROSES

La Journée d'action « 160 000 roses pour le droit à l'alimentation » aura lieu le 14 mars prochain dans toute la Suisse. L'intégralité des recettes iront à des projets d'Action de Carême et Pain pour le prochain qui visent à soutenir des petits paysans au Sud qui luttent contre les changements climatiques.



PAIN DU PARTAGE

Achetez le « Pain du partage » : les boulangers s'associent à la campagne en vendant un pain spécial. 50 centimes par « Pain du partage » vendu reviennent à des projets d'Action de Carême et Pain pour le prochain. Votre boulanger ne participe pas à l'action ? Parlez-lui en et invitez-le à y participer !



TISANE DU PARTAGE

La « Tisane du partage », à découvrir ! Une tisane bio à base de monarde rose aux saveurs de solidarité. A acheter lors des événements organisés durant la campagne ou dans les Magasins du Monde. Une action qui permet également de soutenir les projets des deux organisations.

De nombreux événements sont organisés dans toutes les régions. Pour en savoir plus : www.voir-et-agir.ch/agenda.

Coup de frein à l'accaparement

En Afrique de l'Ouest, où les élites et les investisseurs étrangers font main basse sur les terres, le syndicat Synergie Paysanne aide les familles concernées à se défendre avec le soutien de Pain pour le prochain. Non sans succès.



Le défrichage pour de grandes plantations pose problème aux paysans.

« Nous n'avons pas hérité la terre de nos ancêtres, mais l'avons empruntée à nos descendants », rappelle Simon Bodea, le secrétaire général de Synergie Paysanne (Synpa), un syndicat du Bénin, avant de conclure que « nous ne pouvons donc pas la vendre ». Une affirmation souvent démentie par la réalité.

Dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, le bradage des terres agricoles à des entreprises étrangères ou aux élites locales est un grave problème. Ainsi, au Sénégal, les habitant-e-s de 37 villages – des éleveurs pour la plupart – s'opposent au projet de la société Senethanol, qui a pris en bail à ferme 20 000 hec-

tares pour produire des agrocarburants. Les pâturages de milliers de vaches, moutons et chèvres sont ainsi menacés. Dans le nord du Ghana, le gouvernement a accordé une concession de 1 000 hectares à la société américaine Newmont Mining pour y extraire de l'or, ce qui prive environ 7 000 personnes de leurs moyens de subsistance. Au Bénin, nous avons connaissance de nombreux cas où les élites s'approprient les terres de familles pauvres en faisant valoir des titres de propriété louches. C'est dans ces circonstances qu'intervient Synergie Paysanne, partenaire de *Pain pour le prochain* depuis 2009, pour proposer

une assistance juridique aux familles qui s'opposent à leur expulsion par les prétendus propriétaires fonciers. Cette organisation accorde toutefois la priorité à l'information et à la sensibilisation, car « de nombreux paysans ignorent ce qui les attend quand ils vendent leurs terres », explique Bodea. Ils sont aveuglés par l'argent, dont ils ont un urgent besoin. Une fois dépensé, il ne leur reste plus rien.

Une nouvelle loi utile

C'est sur le plan politique que Synpa a signé son plus grand succès. Pendant cinq ans, ce syndicat a suivi de près la réforme du droit foncier national pour y défendre les intérêts des exploitations familiales. Cette persévérance a payé: le droit foncier promulgué en 2013 précise que les propriétaires doivent cultiver leurs terres, ce qui évite que le sol devienne le jouet des spéculateurs. Synpa tire parti de cette disposition pour mettre les propriétaires de champs en jachère en contact avec des familles de paysans démunis. De cette façon, environ 200 cultivateurs ont déjà eu accès à la terre.

« Nous devons maintenant franchir une étape supplémentaire », admet Bodea, car de nombreuses décisions qui influent sur la politique agricole sont prises à l'échelon régional. C'est pour

cette raison que Synpa a créé une plateforme contre l'accaparement des terres en Afrique de l'Ouest – en collaboration avec *Pain pour le prochain* – afin de permettre à des organisations partageant les mêmes objectifs d'échanger leurs expériences et de coordonner leurs activités. En septembre, des représentant-e-s de dix pays ont adopté une stratégie commune. Ces prochaines années, *Pain pour le prochain* s'investira considérablement, avec Synpa et d'autres partenaires, afin que cette stratégie porte ses fruits. — Tina Goethe

Lire et agir

Notre action

***Pain pour le prochain* se mobilise contre l'accaparement des terres, en collaboration avec ses partenaires. Nous renforçons la coordination entre nos partenaires du Sud, dénonçons les accaparement commis par des entreprises et banques suisses et sensibilisons l'opinion publique suisse à ce problème.**

Votre soutien

**Soutenez notre combat contre l'accaparement des terres.
CCP : 10-26487-1**



Luis Flavio Cappio, évêque au Brésil, s'engage depuis 20 ans contre un projet de détournement du fleuve Rio São Francisco, qui mettrait en danger l'accès de la population à l'eau potable.

Les paysans nourrissent le monde – pas les multinationales

Dieu nous a confié la Terre afin que nous puissions mener une existence digne et heureuse dans notre foyer commun.

Mais au lieu d'en prendre soin et de la préserver, nous la pillons sans vergogne depuis plusieurs générations. Nous en avons systématiquement détruit la richesse. Une richesse à la base de notre vie et de notre survie. Notre environnement, qui donnait autrefois à tous les êtres humains la vie en abondance, est aujourd'hui menacé de mort et de destruction. Nous faisons face à une grave crise de l'eau. Sur tous les continents, ce liquide vital se raréfie toujours plus. L'eau potable est devenue si précieuse qu'elle pourrait à terme provoquer des conflits majeurs et des guerres. Et cette crise joue aussi un rôle dans la crise alimentaire qui sévit toujours aujourd'hui.

La situation actuelle nous contraint à réfléchir à nos actes et à prendre parti.

Si nous voulons que nos enfants et nos petits-enfants puissent, eux aussi, vivre dignement dans notre foyer commun, nous devons changer de paradigme. Nous devons réfléchir à la manière dont nous produisons et consommons.

De nos jours, c'est encore la petite paysannerie qui approvisionne la plupart des tables : à l'aide de moyens rudimentaires et à grand renfort de travail manuel, l'agriculture à petite échelle produit la majeure partie de la nourriture que nous retrouvons dans notre assiette et garantit notre sécurité alimentaire. A l'opposé se trouve l'agrobusiness, grande dévoreuse de terres. Celle-ci est axée sur la maximisation du profit, au détriment de la production d'aliments sains. Le Brésil en est un bon exemple. Nous avons

beau être connus pour être l'un des principaux producteurs de soja au monde et pour obtenir de l'exportation de produits agricoles une grande partie de nos devises, plus de 70% des aliments que nous consommons proviennent de la petite paysannerie. Celle-ci est pourtant privée de toute aide financière de l'Etat, contrairement à l'agrobusiness. Et ce sont aussi ces petites exploitations agricoles familiales qui créent 75% des emplois à la campagne.

Si nous voulons construire un foyer sain pour tous et pour toutes, nous devons renforcer ces exploitations. Nous devons promouvoir le modèle de production proposé par l'agriculture biologique, au Brésil et dans le monde entier. Nous devons nous affranchir de notre dépendance envers l'agrobusiness et ses investisseurs. Ceux-ci appliquent un système qui dévore de grandes surfaces, crée peu d'emplois et abuse de pesticides et d'engrais chimiques : des

substances toxiques dangereuses pour notre environnement et pour notre santé. Ils prônent par ailleurs le recours au génie génétique, dont nous ignorons les conséquences.

Toute personne sensible aux questions d'éthique et de justice, pour qui la protection de l'environnement est essentielle et qui aspire à un système de production viable pour la majorité de la population vivant sur notre terre, adhérera nécessairement à un modèle agricole fondé sur la petite paysannerie. C'est ce modèle qu'il faut soutenir et développer.

« L'état de la terre nous oblige à réfléchir à nos actes. »

Luis Flavio Cappio

EN CHIFFRES

80%

... de la surface agricole du Brésil sont utilisés pour des produits d'exportation comme le soja, le maïs, la canne à sucre et la viande de bœuf

1/4

des plantes modifiées génétiquement dans le monde pousse au Brésil

70%

des denrées alimentaires pour la population brésilienne sont produites par des petits producteurs



« Multinationales en laisse » : les entreprises doivent respecter l'environnement et les droits humains, tel que le demande la pétition « Droits sans frontières ».

DROIT SANS FRONTIÈRES

Un mélange judicieux entre volontariat et contraintes

La pétition, déposée en 2012 notamment par *Action de Carême*, et *Pain pour le prochain*, continue à montrer ses effets. Les sept Sages ont recommandé, en novembre, l'acceptation d'un postulat du Conseil des Etats qui demande l'élaboration d'un rapport

sur les mécanismes de réparation ouverts aux personnes dont les droits ont été bafoués par des entreprises. Ce rapport est important pour déterminer les mécanismes judiciaires existant dans le monde et ceux convenant à la Suisse. Le Conseil national abor-

dera aussi les rapports entre économie et droits humains : il examinera, au printemps, une motion qui demande d'imposer aux entreprises un devoir de diligence en la matière.

« Ce sont des pas dans la bonne direction – mais de petits pas », déplore Daniel Hostettler, responsable du dossier à *Action de Carême*. Le Conseil fédéral est resté frileux dans sa gestion du dossier, préférant les dispositifs volontaires à un mélange judicieux entre mécanismes volontaires et contraignants. Cette limitation des mesures au volontariat est en contradiction avec les lignes directrices de Ruggie du Conseil de l'ONU pour les droits de l'homme. Ce choix s'avère par ailleurs inefficace, comme le montre une étude menée par plus de 40 universités européennes. Les entreprises analysées n'ont pas atteint les objectifs qu'elles s'étaient fixés en matière de responsabilité sociale. Face à ces hésitations, une vaste coalition a dès lors décidé de préparer une initiative populaire. Cette initiative, à laquelle prendront part *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, sera lancée en avril.

— *Patricio Frei*

HIGH TECH – NO RIGHTS

Pas de sang dans nos achats publics !

Pour faire suite à leur campagne « Du sang se cache dans nos portables », *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* continuent le travail pour améliorer les conditions de production de nos appareils électroniques, en se concentrant sur les acheteurs publics. L'administration est le plus gros acheteur du pays : chaque année, elle dépense près de 3.5 milliards

de francs pour l'achat et la maintenance de matériel électronique. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* souhaitent convaincre les autorités publiques d'adhérer à *Electronics Watch*, une nouvelle initiative multi-acteurs dont *Pain pour le prochain* fait partie. Dans le cadre d'*Electronics Watch*, les acheteurs publics exigent des marques qu'elles dé-

voient le nom de leurs fournisseurs en Chine, en Thaïlande ou encore au Mexique. ONG et syndicats font des enquêtes pour connaître les conditions de travail dans les usines et contribuent à mettre en place des mécanismes de plainte indépendants. En novembre 2014, deux rencontres ont eu lieu, à Lausanne et à Berne, avec des représentants de l'administration fédérale, de cantons et de communes. Les CFF y ont également participé. Plusieurs acteurs se sont montrés très intéressés à poursuivre les discussions en vue d'une possible adhésion à *Electronics Watch*. — *Chantal Peyer*

PAIN POUR LE PROCHAIN

Un nouveau directeur dès septembre



Bernard DuPasquier sera dès le 1^{er} septembre le nouveau directeur de *Pain pour le prochain*. Il reprendra les responsabilités de Beat Dietschy, qui partira à la retraite. Théologien et père de trois filles, Bernard DuPasquier travaille depuis 2012 à *Pain pour le prochain* comme responsable du Département des systèmes de coopération.

FESTIVAL DE FILMS

Le FIFF à l'enseigne de la liberté – 21 au 28 mars

Depuis 1998, nous finançons le prix du Jury œcuménique pour attirer l'attention sur les dimensions spirituelles des films. Le mot-clé de l'édition 2015 sera la liberté. Une valeur partagée par toutes les cultures et qui est aussi celle de l'Évangile. www.fiff.ch

STAND PÉTITION CLIMATIQUE

Une action devant l'église Saint-Laurent à Lausanne – 21 mars

Vous aussi, agissez pour le climat et récoltez des signatures en tenant un stand dans votre ville! Commandez des feuilles de signatures à notre secrétariat (021 614 77 16) et contactez l'administration de votre commune.



La force de la communauté : Poliner Augustin aux côtés des paysans de Carice.

INVITÉ DU SUD

« Je veux être au service de ma communauté »

Du 20 février au 3 mars, Poliner Augustin est en Suisse romande pour témoigner de son travail en Haïti. Au sein du SKDK, le Centre pour la culture et le développement, un partenaire d'Action de

Carême, il lutte aux côtés de la communauté de Carice, au Nord-Est d'Haïti, contre les changements climatiques. Sociologue et anthropologue de 36 ans, Poliner Augustin est l'aîné d'une famille

de huit enfants : six garçons et deux filles. « Je conçois mon travail comme un engagement. Je veux être au service de ma communauté. » En 2001, il co-fonde le SKDK, dont il est le coordinateur depuis 2010. Objectif: aider les agriculteurs à améliorer le rendement de leur récolte et leur alimentation. Le SKDK sensibilise la population aux questions climatiques grâce à des ateliers et à des émissions de radio ou par le biais d'une pièce de théâtre. Il agit aussi au niveau de la législation, pour faire adopter des ordonnances protégeant l'environnement. — Johanna Monney

Lire et agir

Du 20 février au 3 mars, Poliner Augustin traverse la Suisse romande pour témoigner de la situation en Haïti et de son travail. Des rencontres et des conférences sont organisées dans les régions. Venez le rencontrer! Dates et informations complémentaires: www.voir-et-agir.ch/agenda

VISITE EERF

L'Eglise réformée de Fribourg en visite chez les œuvres

Convivialité et esprit d'engagement était au rendez-vous lors de la journée de visite qui a réuni les délégués de la Commission Mission et œuvres d'entraide de l'Eglise évangélique réformée du Canton de Fribourg et les représentantes des œuvres de Terre nouvelle en octobre dernier. Une fois n'est pas coutume qu'une commission d'Eglise s'invite chez les œuvres pour faire plus ample connaissance avec leurs champs d'activité. Pour *Pain pour le prochain* cela a été l'occasion d'informer plus en détail sur son combat aux côtés des populations d'Afrique de l'Ouest contre l'accaparement des terres de même que sur les atteintes que le secteur électronique portent aux droits de l'homme et à l'environnement. « Mission accomplie » bien que beaucoup de défis attendent les Eglises et les œuvres. Nos portes restent ouvertes pour d'autres hôtes qui souhaitent s'inviter chez *Pain pour le prochain*.

SOLIDARITE

Devenez un coureur solidaire

Chaque année lors des 20km de Lausanne, de plus en plus de personnes courent en solidarité avec ceux qui luttent contre les injustices et pour leurs droits. Vous aussi, devenez une ou un « Champion solidaire » le 25 avril 2015 ! D'une part, en parcourant la distance de votre choix, et d'autre part, en vous munissant du bandana des Champions solidaires. En signe et témoignage de votre solidarité, achetez pour CHF 10.-

un bandana fabriqué dans des conditions durables par des couturières camerounaises, et soutenez ainsi nos projets d'aide au développement. Cette année, l'équipe des « Champions Solidaires » s'engage à soutenir le travail d'une organisation hondurienne qui s'investit dans la valorisation du travail agricole auprès des jeunes en les sensibilisant à l'importance de l'agriculture locale, à la protection de

l'environnement et à la souveraineté alimentaire. N'hésitez pas à nous suivre sur [facebook/championsolidaire](https://www.facebook.com/championsolidaire) et à consulter notre site championso-lidaire.ch. — Cécile Pache

Le sujet en 5 questions :

Que savez-vous de notre consommation de viande et son impact sur l'environnement ? Testez vos connaissances !



1.
Le rôti du dimanche s'est mué en un plat quotidien. Par rapport à 1954, notre consommation de viande

A. a diminué de moitié
B. n'a pratiquement pas varié
C. a presque doublé

2.
Quelle superficie de forêt tropicale est sacrifiée aux monocultures chaque année au Brésil?

A. Deux fois la superficie de la prairie du Grütli
B. $\frac{3}{4}$ de la superficie de la Suisse
C. 1,5 fois la superficie de la Suisse

3.
La production d'un kilogramme de steak dégage autant de gaz à effet de serre qu'un trajet en voiture entre Bâle et

A. Tombouctou
B. Genève
C. Paris

4.
Un hectare consacré à l'élevage nourrit deux personnes. Si on y plantait des pommes de terre, on pourrait nourrir

A. une petite famille
B. une équipe de football, y compris l'entraîneur et ses assistants
C. deux classes d'école

5.
Il n'est pas nécessaire de se passer entièrement de viande, mais il faut

A. en consommer moins et s'assurer qu'elle provient d'élevages respectueux des animaux
B. consommer uniquement du poulet
C. découper la viande en petits morceaux, afin de devoir mâcher plus longtemps.

Pour vérifier vos réponses, visionnez le petit film « La réponse est dans ton assiette » sur : www.voir-et-agir.ch/filmviande.

PERSONNES EN ACTION

« Les chrétiens doivent s'engager politiquement »



Championne solidaire: diacre Sylvie Keuffer

Sylvie Keuffer, la diacre de la paroisse La Sallaz – Les Croisettes est très engagée dans les activités de *Pain pour le prochain* et du réseau Terre Nouvelle. Rencontre avec une femme pour qui foi et politique vont de pair.

« J'apprécie *Pain pour le prochain* parce qu'elle ne lutte pas seulement contre la pauvreté dans les pays en développement, mais aussi contre les dysfonctionnements d'ici qui se répercutent là-bas », nous confie Sylvie Keuffer. Elle cite la campagne pour plus de transparence dans les activités des multinationales basées en Suisse; celle pour des habits plus éthiques, ou encore la pétition demandant aux CFF de rejoindre la Fair Trade Foundation.

« Notre responsabilité de chrétiens consiste à dénoncer les injustices et à nous engager politiquement pour des relations Nord – Sud plus équitables », affirme-t-elle, joignant l'acte à la parole : lors des campagnes œcuméniques, elle veille à ce qu'il se passe toujours quelque chose dans les paroisses de la région lausannoise. Elle-même parti-

cipe à la vente des roses avec les catéchumènes pour les sensibiliser à l'équité et au droit à l'alimentation ; elle encourage l'organisation des soupes de carême pour débattre des thèmes de campagne, qui tournent souvent autour du droit à l'alimentation; et elle a couru pour « Champions solidaires » aux 20 km de Lausanne. Si ce volet social peut faire grincer les dents de certains paroissiens, « on ne peut pas être au monde sans faire de politique! affirme-t-elle. C'est ma compréhension de la foi. Notre engagement doit aussi bénéficier aux habitants des pays lointains. » Le défi majeur, face à un public vieillissant, est de trouver le bon langage pour parler aux jeunes, « qui devraient être touchés par les problématiques liées à la consommation. » « Champions solidaires » peut être un bon moyen d'y parvenir, si bien que la diacre y participe avec enthousiasme. « Les gens entendent bien notre appel à la solidarité. L'année passée on a eu beaucoup de succès, mais c'était ponctuel et lié à notre animation sur le stand », admet-elle. Ses engagements sont liés à son travail d'animatrice régionale Terre Nouvelle, le service de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud (EERV) qui promeut la dimension de développement, sauvegarde de la création et solidarité avec les Eglises lointaines. Plusieurs centaines de personnes s'engagent pour soutenir le travail de *Pain pour le prochain*, DM échange et mission et l'EPER. Le principal défi de Terre Nouvelle? « Etre un réseau vivant et pas seulement une structure, un réseau interpellant, rayonnant, et porteur de vie. » — *Isolda Agazzi*